

[QUARTIERS RUGES]



Numéro 3

Novembre / Décembre 2010

RETOUR SUR LE MOUVEMENT DES RETRAITES

Le peuple est uni dans la lutte contre la destruction de nos droits sociaux par le patronat.

Les manifestations de 2010 ne sont pas seulement un moment de lutte contre la "réforme" des retraites mais révèle la volonté du peuple de reprendre les choses en main. Bien sûr, le lien entre toutes les grèves et les manifestations est la lutte contre les attaques du gouvernement pour détruire nos retraites mais les grévistes, les manifestants étaient dans la rue dans un élan beaucoup plus général :

- ras le bol d'une vie quotidienne de plus en plus difficile ;
- ras le bol d'une société à deux vitesses où les inégalités augmentent et deviennent plus qu'insupportables ;
- ras le bol des banquiers et des multinationales qui annoncent des bénéfices records un an seulement après la crise alors qu'elles ont licencié ou licencient à tour de bras ;
- ras le bol d'un pouvoir politique corrompu qui ne sert que les intérêts des patrons et des banquiers et ne tient pas compte des besoins du peuple.

En un mot, ras le bol du capitalisme et de ses conséquences.

Les ouvriers et les salariés ne peuvent plus accepter cette société qui les appauvrit en enrichissant les plus riches

Partant de 800'000 manifestants en mars 2010, nous sommes passés à 1 million en mai 2010, pour être plus de 3 millions à l'automne 2010. Lorsqu'on prend en compte le fait que bon nombre de salariés subissent une pression directe ou indirecte pour ne pas faire grève, on peut sans se tromper dire que le mécontentement général a touché presque tout le monde.

Pour casser ce mouvement, le gouvernement et ses médias l'ont continuellement méprisé et réprimé :

- en désinformant sur le nombre de participants aux mobilisations (trucage des chiffres) ;
- en dénigrant l'engagement de la jeunesse (la soi-disante "irresponsabilité" des jeunes et les arguments racistes contre les jeunes des quartiers) ;
- en pourrissant les défilés avec l'aide de la police (provocations, violences).

Les plus gros mensonges sont ceux que le gouvernement et les médias ont avancé pour couvrir cette attaque frontale à notre droit à la retraite. Le prétendu caractère inéluctable et raisonnable des "réformes" du fait de l'allongement de la vie n'est en fait qu'un écran de fumée: ils aimeraient cacher l'augmentation énorme de la productivité (le travail d'un salarié aujourd'hui produit cinq fois

plus de richesses qu'il y a cinquante ans). Ce qu'ils veulent, c'est reprendre cet acquis pour les salariés d'être payés pendant les périodes d'inactivité (pensions de retraites, arrêts maladie, allocations chômage, congés payés...).

Mais, le gouvernement et les médias n'arrivent plus à cacher que toutes ces attaques contre nos protections sociales se font pour le seul bénéfice des plus privilégiés :

- la **casse des services publics** dans le but de les privatiser (casse de l'Hôpital public au bénéfice des cliniques privées, casse de l'Education Nationale pour le développement des écoles privées, casse de l'ANPE pour développer les agences privées et les boîtes d'intérim...);
- la **casse de notre système de protection sociale** pour nous mettre sous la coupe des banquiers et des assureurs privés (est-ce si surprenant lorsqu'on sait que le frère du président est PDG d'une grande assurance privée ?) ;
- la **mise en concurrence des salariés du monde entier et en Europe** pour baisser les salaires et détruire les protections sociales (délocalisations, remise en cause généralisée des acquis sociaux, remise en cause du code du travail, remise en cause de la médecine du travail...), et cela, pour augmenter la plus-value (part des richesses créée par les travailleurs et volée par le patronat) reversée aux actionnaires.



Ce n'est qu'un début : la lutte continue

Même votée cette contre-réforme des retraites n'est pas acceptée. Les dernières manifestations l'ont montré, encore plus d'un million dans les rues et sur les visages il n'y avait aucune résignation, mais la résolution de reprendre ce qu'il nous ont volé. Les jeunes nous ont montré aussi la voie par leur détermination et leur courage face à un gouvernement méprisant et à des forces de l'ordre violentes et provocatrices.



LES ATTAQUES CONTRE LES MUSULMANS EN FRANCE

Luttons ensemble contre le racisme et la discrimination.

Aujourd'hui, en France, le racisme contre les français et les immigrés de religion musulmane atteint un niveau très élevé et très inquiétant : depuis la loi faussement laïque d'interdiction du voile à l'école en 2004, l'islamophobie explose. Elle était déjà présente avant, diluée en quelque sorte dans un racisme général postcolonial, mais elle se développe fortement depuis que l'Etat l'a rendue légitime. Pour la vaincre, c'est à l'unité des classes populaires que nous devons travailler.

Le racisme est un instrument du pouvoir pour nous faire perdre

Pas un jour ou presque ne passe sans discrimination, haine et violence à l'égard des musulmans. "*Islam hors d'Europe*", "*Charles Martel*" et "*Ni Islam ni burqa*". Ce sont les insultes qu'on a retrouvées peintes sur des mosquées profanées en France. A Strasbourg, c'est la Mosquée Eyyub Sultan qui a été visée récemment. Les chiffres suffisent pour témoigner de ces violences: 130% d'augmentation des actes d'hostilité contre les musulmans d'une année à l'autre, il y a près d'un lieu de culte attaqué par semaine et 85% de ces actes racistes sont dirigés contre des femmes.

N'oublions pas que le principe de laïcité s'applique avant tout aux institutions publiques, et non aux individus. La laïcité doit permettre la liberté d'exercice de tous les cultes, et le traitement égalitaire de chaque individu sans discrimination religieuse.

Les discours politiques de l'extrême-droite et de la droite stigmatisent depuis longtemps les étrangers et les immigrés. Les discriminations, notamment en matière d'embauche, sont nombreuses elles aussi. Ce qui est nouveau dans la situation actuelle et depuis quelques années, c'est l'attaque concertée contre les musulmans de la part de presque toute la classe politique: les insultes récentes de Mme Le Pen qui compare les prières dans la rue à une occupation, de Mme Morano qui considère que les jeunes musulmans "ne doivent pas parler verlan ou porter de casquette à l'envers", du ministre Hortefeux qui dit "qu'il y a un problème quand il y en a beaucoup" ne font pas oublier qu'à gauche aussi l'islamophobie a ses promoteurs. Au nom d'une vision absolue et hors contexte de la laïcité et du féminisme, ils se réservent le droit de dicter aux musulmans et aux musulmanes ce qu'ils ont à faire pour vivre leur pratique, pour militer, pour lutter pour leurs droits. L'affaire de la candidate Ilham Moussaïd aux élections régionales est très parlante : sans tenir compte de son engagement concret et quotidien dans la défense des droits des plus opprimés et dans la lutte pour l'émancipation de tous, les islamophobes la renvoient à un choix de vie personnel pour l'empêcher de participer à la vie politique.

Le pouvoir d'Etat et le pouvoir économique sont liés et ont tout intérêt à diviser les classes populaires pour assurer leur domination : ils vont mettre l'accent sur des oppositions stériles qui empêchent les travailleurs, les précaires, les chômeurs, les jeunes, les retraités, de se retrouver ensemble pour défendre leurs intérêts communs. Alors, on divise entre jeunes et vieux, entre public et privé, entre musulmans et chrétiens pour désespérer les populations, verrouiller les élections en provoquant l'abstention et le vote fasciste. Détourner l'attention des classes populaires et les affaiblir en permanence permet au gouvernement de faire passer ses mesures d'austérité qui frappent en premier les plus démunis et enrichissent les capitalistes: "réforme" des retraites, démantèlement de la Poste, de l'Éducation, des hôpitaux, etc.

L'unité et la détermination sont nos instruments pour défendre nos droits et vaincre

On efface les vrais problèmes au profit du sensationnalisme pour justifier les mesures sécuritaires et antisociales : plutôt que de s'indigner des prières de rue, il faut permettre que tous les fidèles aient des lieux de culte décents, plutôt que d'exclure des jeunes filles de l'école parce qu'elles sont voilées, il faut les accepter sans discrimination comme tous les usagers d'un service public, plutôt que de sélectionner quelques représentants de la "diversité" au gouvernement, il faut se battre pour que tout le monde ait les moyens d'une vie digne dans tous les quartiers !

Comme l'a montré le puissant mouvement contre la "réforme" des retraites et toutes les luttes dans les usines, la résistance est possible ! En étant unis, déterminés on peut remporter des victoires. Aujourd'hui, personne ne doit tomber dans le piège tendu par les capitalistes et l'extrême-droite : le piège de la division et de la haine. Il faut travailler à l'unité de tous ceux qui défendent les revendications populaires et anti-impérialistes. En Amérique du Sud, Hugo Chavez mène une politique d'émancipation sociale et lutte contre l'impérialisme américain. C'est un chrétien et les communistes vénézuéliens le soutiennent. En Palestine et au Liban, les communistes palestiniens se battent dans la résistance contre le sionisme aux côtés du Hamas et du Hezbollah qui sont les organisations que les peuples ont choisi pour résister. Nous ne devons pas nous laisser influencer par les préjugés mais nous positionner en faisant une analyse concrète des situations réelles.

En tant que communistes, nous n'acceptons pas que les classes populaires soient divisées par le pouvoir d'Etat: les oppositions fondées sur la religion n'ont pas lieu d'être quand on lutte pour les mêmes droits, pour l'avenir de nos enfants, pour une sécurité sociale qui permette une vie digne, pour en finir avec l'exploitation du capitalisme, pour en finir avec l'impérialisme qui assasine tous les peuples du monde qui résistent. Nous ne regardons pas si les personnes qui s'engagent sont croyantes ou non et comment elles choisissent de l'exprimer ou de le vivre. Nous regardons leurs actes: elles s'engagent, elles résistent au capitalisme, à l'impérialisme. Elles sont avec nous aux côtés de tous ceux qui souffrent et qui luttent: c'est la seule chose qui compte !

NOUS ÉDITONS AUSSI UN JOURNAL : *CHANTIERS*

Notre journal paraît à raison de 4 numéros par an. Il livre au lecteur progressiste, communiste, militant, des articles d'analyse et d'information, sur le plan local, national et international. Il livre aussi des informations régulières concernant les initiatives de nos organisations. Pour vous abonner, veuillez adresser un chèque à l'ordre de :

Coordination Communiste (10 euros = 6 numéros)

Coordination Communiste, BP 51, 59007 LILLE Cedex